rapport il appert que le total de toutes les dépenses des colonies, en exceptant Ceylan et les stations sur la côte occidentale de l'Afrique et les Iles Ioniennes dont il n'y avait pas d'états de dépenses, était de £3,350,000 ; en 1845, la population de ces colonies étaient de 3,400,000 ; la dépense annuelle était donc sur le pied de 19s. 8d. par tête.

Le taux des dépenses dans les colonies varie considérablement, suivant la forme du gouvernement local. Il est plus haut ou moindre, selon que les colons ont plus ou moins de contrôle sur leurs dépenses. C'est là un fait très important sur lequel j'appelle l'attention de cette Chambre. (Ecoutez). J'ai fait une comparaison entre le taux des dépenses des colonies qui ont et celles qui n'ont pas d'assemblées représentatives. Les colonies qui ont des chambres de représentants font moins moins de dépenses que les colonies qui n'ont point ce système de gouvernement: " Les colonies qui ont une représentation renferme une population d'après-près 2,380-000 âmes ; leurs dépenses en 1845 ont été de £1,930,000, c'est-à-dire 14s. 11d. par colon. Les colonies n'ayant pas de chambres représentatives ont une population d'à peu-près 820,000 âmes et leurs dépenses pour la même année 1845, étaient de £1,420,000 ce qui donne £1 14s. par chaque colon, c'est-à-dire 18s. 7d. par tête de plus que dans celles des colonies jouissant du bienfait d'une représentation. Cette augmentation extraordinaire du taux des dépenses dans les colonies doit être attribué uniquement à l'absence d'un gouvernement par soi (self gouvernement): ceci est evident pour quiconque a examiné attentivement le montant des dépenses dans ces différentes classes de colonies. Par exemple, de toutes les colonies, ce sont celles de l'Amérique du Nord qui font le moins de dépenses parce qu'elles ont une plus grande somme de liberté de gouvernement que les autres. Il est certain que depuis l'insurrection du Canada, et depuis que le principe du gouvernement responsable y a été introduit, ce pays est devenu un état indépendant sous presque tous les rapports, excepte pour ce qui regarde sa liste civile. Il faut ajouter aussi qu'il est, par fois, sujet à quelque malveillante et folle intervention du bureau colonial. Maintenant, les dépenses des colonies de l'Amerique du Nord, en 1845 étaient £1,131,000, leur population se montait à 1,700,000 ; ainsi le taux des dépenses y était de 13s. 4d. par individu, ou de 1s. 7d. de moins que le taux ordinaire des colonies qui ont une représentation. Mais on doit se rappeler que sur £1,134,000, dépenses en 1845 par les colonies de l'Amérique du Nord près de £500,-000 ont été une dépense extraordinaire faite par le Canada dans des constructions et des ouvrages nouveaux dont une grande partie a été deffrayée par un emprunt ; si, comme on doit le faire, on retranche une partie de cette endemie sur les dépenses nouvelle, alors le taux des dépenses, pour les colonies de l'Amerique du Nord en 1845 se trouve être, à peu de chose près, le même qu'en 1842, c'est-à-dire 9s. par chaque individu.

Quoique ce taux soit peu élevé, comparativement à nos autres colonies, il est encore de 30 par cent plus élevé, que celui des Etats-Unis pour les mêmes fins. Cette différence extraordinaire n'est pourtant que le resultat des salaires énormes payés aux plus hauts fonctionnaires dans ces colonies. Généralement parlant, ces fonctionnaires reçoivent trois ou quatre fois le montant des salaires payés aux mêmes fonctionnaires des Etats-Unis. Par exemple, en Canada, où il y a une population de 1,200,000 hommes, le gouverneur reçoit £7,000 par année ; aux Etats-Unis le président ne reçoit que £6,000 par année. Il n'y a pas de gouverneur recevant plus de £1,200 par année ; dans l'état de New-York, renfermant une population de 2,620,000, le gouverneur ne reçoit que £800. De plus, les juges en chef dans le Haut et le Bas-Canada reçoivent chacun £1,500 par année, tandis que le chancelier et le juge en chef de l'état de New-York ne reçoivent que chacun £800. Les juges puinés en Canada ont £1,000 par année : ceux de l'état de New-York n'ont que £200 chacun. Le gouverneur de la Nouvelle-Ecosse reçoit £3,500 par année ; les gouverneurs du Nouveau-Brunswick et de Terre-Neuve reçoivent chacun £3,000 par année. Dans le Massachusetts, dont la population est beaucoup plus considérable que celle de ces trois dernières colonies ensemble, le salaire du gouverneur n'est que de £300 par année. Enfin les quatres colonies que je viens de nommer, paient chaque année pour leurs 4 gouverneurs, £2,500 de plus que les 39 états de l'Union, ne paient pour 30 gouverneurs. Dans les colonies les salaires sont fixés par les listes civiles ; ces listes civiles, ayant été arrachées pendant un certain nombre d'années au contrôle des assemblées représentatives, furent des causes perpétuelles de discussion, de mécontentements, et il régna continuellement à ce sujet, entre le bureau colonial et quelque colonie, des querelles qui ont très souvent eu les conséquences les plus fâcheuses. Par exemple, l'insurrection du Canada fut aussi en grande partie, causée par les difficultés, entre cette colonie et le bureau colonial, sur la liste civile. Aujourd'hui même, le bureau colonial est en querelle avec la Guiane Anglaises à propos de la liste civile. Dans tous ces différends, le but du bureau colonial a été de maintenir le taux des salaires de ses fonctionnaires, et celui des colons a toujours été de les réduire. Les salaires de 30 états de l'Union se montent à £14,000 à peu près, par année ; ou terme moyen, £460 par année pour chaque gouverneur. Or il y a 18 colonies anglaises qui paient pour leurs gouverneurs respectifs. Les salaires de tous ces gouverneurs montent à £72,000 par année ; ainsi la moyenne pour le salaire de chaque gouverneur est de £4,000 par année, ce qui fait neuf fois plus que pour les gouverneurs des Etats-Unis.

Bien plus, sur les 18 gouverneurs en question 9 reçoivent plus que le Président des Etats-Unis. Par exemple les gouverneurs de Ceylan, du Canada et de Mauritius reçoivent chacun £7,000 par an ; celui de la Jamaïque £6,500 ; ceux de Gibraltar, Malte, des Iles Ioniennes, du cap de Bonne-Espérance de la Nouvelles-Galles Méridionale £5,000 chacun. Je ne crois pas que ce taux soit élevé pour des lords et autres gentilhommes, quand ils assument la responsabilité de gouverner les colonies, mais si nous voulons employer de telles personnes dans les colonies, nous devrons les payer nous-mêmes. D'un autre côté, si l'on persiste à vouloir que les colonies paient leurs gouverneurs, je crois que (celles qui servent de postes militaires exceptées) on devrait leur permettre de choisir leurs propres gouverneurs et autres fonctionnaires et de payer à ces fonctionnaires tels salaires qu'elles jugeraient à propos. Telle fut autrefois la constitution de nos colonies du Rhode-Island de Connecticut et du Massachusettes. L'honneur et la distinction attachés à la charge de gouverneur engageraient les meilleurs citoyens des colonies à servir pour des salaires modérés. Si toutefois les colons dans quelques cas particuliers, venaient à choisir comme gouverneur un homme qui ne conviendrait pas, eux seuls en souffriraient ; ils n'auraient personne qu'eux à blâmer ; mais ils seraient difficile à eux, de faire un choix plus mauvais que celui que fait généralement le bureau colonial.—(Ecoutez.)

(*A continuer.*)

LIGNE DE STEAMERS ANGLAIS DE L'ATLANTIQUE.

DEPART DE LIVERPOOL.

Britannia	12 Août pour Boston.
Niagara	19 Août pour New-York.
Hibernia	26 Août pour Boston.
Europa	2 Sept. pour New-York.
America	9 Sept. pour Boston.

DEPART D'AMERIQUE.

Acadia	23 Août de Boston.
Cambria	30 Août de New-York.
Britannia	6 Sept. de Boston.
Niagara	13 Sept. de New-York.
Hibernia	20 Sept. de Boston.
Europa	27 Sept. de New-York.
America	4 Octobre de Boston.

ANNONCES NOUVELLES.

Primes d'Abonnement offertes aux nouveaux Abonnés de la Revue Canadienne.
Société d'Horticulture.
Diorama de Winter.—Durant cette semaine.

LA REVUE CANADIENNE

MONTRÉAL, 12 SEPTEMBRE, 1848.

NOUVELLES D'EUROPE.

Dans notre dernière feuille, nous annonçions l'arrivée à Boston de l'Hibernia parti de Liverpool le 26 août. Ce matin la malle d'Halifax nous a apporté les lettres d'Europe par ce steamer. Les journaux viendront sans doute demain. Voici de plus amples détails de nouvelles.

ANGLETERRE.—Les chartistes d'Angleterre et d'Ecosse ont causé quelque malaise dans l'esprit public pendant quelque temps ; mais leurs tentatives avortées de révolution de la semaine dernière, ont considérablement diminué l'inquiétude publique ; les armes et les munitions découvertes prouvent l'étendue et la malice diabolique de cette conspiration.

Le paquebot *Ocean Monarch*, parti de Liverpool, le 24 août, avec 398 personnes est devenu la proie des flammes peu de temps après son départ. 235 personnes ont été sauvées par des vaisseaux venus au secours du paquebot ; on ne connait pas le sort des 135 autres.

Le correspondant de la *Gazette de Québec* dit que le parlement anglais a voté £130,965 pour aider aux dépenses encourues par les colonies de l'Amérique septentrionale en conséquence de l'émigration irlandaise, et plusieurs membres ainsi que lord John Russell rendirent hommage à la générosité des colons, déclarant en même temps que beaucoup de propriétaires irlandais faisaient émigrer des personnes âgées ou infirmes qui n'auraient pas dû être envoyées.

IRLANDE.—L'Irlande est tranquille, triste, abattue. Le gouvernement prend les mesures les plus rigoureuses pour empêcher des troubles l'hiver prochain. M. John Martin a été condamné à dix ans de déportation. Il est question de faire juger les autres personnes devant des Cour Martiales ou des commissions extraordinaires au lieu de risquer leur sort devant des jurés.

Lord John Russell doit aller en Irlande étudier les causes de la détresse à laquelle on s'attend pour l'hiver prochain et chercher les moyens d'y remedier.

FRANCE.—La situation des affaires en ce pays est de nature à causer les plus vives inquiétudes pour l'avenir. Tout semble présager une nouvelle catastrophe qui va mettre rudement à l'épreuve l'ordre de chose existant. L'Europe entière a été frappée d'étonnement à la vue de toutes les turpitudes, de tous les crimes politiques qu'à fait connaitre la publication du rapport de l'Enquête sur la dernière insurrection. Jamais on n'avait vu, dans les plus mauvais jours de 89, plus d'audace criminelle, de folie, de scélératesse insurgées contre l'ordre et les lois. MM. Arago, Cavaignac, Lamartine, Ledru-Rollin, Caussidière, Marrast et tous les auteurs de la révolution de février ont été examinés, et il est clair d'après leurs témoignages que la révolution de février à été effectuee par une conspiration poussée par les journaux le *National* et la *Reforme*. Les témoignages signalent Caussidière, Louis Blanc et Ledru-Rollin comme les chefs de tous les mouvements révolutionnaires qui ont eu lieu depuis février. Ils prouvent que M. Caussidière était l'âme de tous les clubs anarchistes, auxquels il fournissait des subventions au moyen des deniers publics. Un délégué des clubs a déclaré qu'il a reçu cent mille francs pour l'organisation des assemblées populaires. Ledru-Rollin, suivant le témoignage, a pensé à son avenir et à fait placer £14,000 dans les fonds anglais. Les commissaires qu'il envoyait dans les Provinces renseignaient beaucoup par leurs caractères aux plus infimes agents de la convention. Il y avait parmi eux des forçats libérés, des tailleurs, des cordonniers, des gens sans éducation sans foi ni loi. En vain a-t-on essayé d'étouffer ces dégoutantes révélations. L'Assemblée Nationale a voulu tout savoir et les pièces entières sont publiées. L'effet de cette publication est immense. La réaction est déjà très forte et s'étend chaque jour. Le parti des socialistes et des républicains rouges indigné de se voir à la merci du parti démocratique modéré tourne les yeux du côté des légitimistes. On dit même qu'une coalition s'est formé entr'eux pour amener une contre révolution. Ainsi, après six mois du plus misérable état social et politique, on retournera peut-être à la monarchie, par le moyen de ces mêmes hommes et du même peuple qu'on avait soulevés pour la renverser. Ainsi on n'aurait rien gagné, après tant de sang versé, de sacrifices et d'épreuves. Si c'est là ou on doit en venir, la France a encore beaucoup à apprendre en fait de pratique d'institutions politiques et elle est loin d'être sur ce point l'institutrice des nations.

Quatre journaux socialistes ont été supprimés. On s'attend à une insurrection de la part des légitimistes dont le parti gagne considérablement du terrain dans les départements. A Avignon les socialistes parcourent les rues aux cris de *vivent Barbès, Blanqui, Robespierre.* On rapporte que les droits de l'armée ont été violés ; dans ce cas, la soi-disante république est sérieusement en danger. Le général Cavaignac a fait suspendre les élections pour remplir les vacances dans l'Assemblée nationale. On disait que M. Guizot serait élu à Bordeaux. On aura bientôt une nouvelle phase de la révolution.

Le conseil des ministres a sous considération la question des biens de la famille d'Orleans. Le gouvernement est opposé à la confiscation de ces biens, et offrirait de payer à cette famille un salaire mensuel pour lui tenir lieu de ses revenus.

RUSSIE.—Des lettres de Breslow, rapportent qu'une insurrection aurait éclaté à St. Petersbourg et à Varsovie. C'est sans doute un canard.

ITALIE.—Tout y est dans la confusion et l'inquiétude. Les Autrichiens sont en possession de Bergame, Brescia et Come. Ils ont respecté Milan.

LA PROCHAINE SESSION.

Parmi les réformes que le peuple canadien attend de ses législateurs à la prochaine session, il en est aucune qui soit plus importante et nécessaire que la Réforme Electorale et Parlementaire. Aussi nous ne doutons pas que les ministres actuels s'occupent sérieusement de cette question et soient prêts de bonne heure après la réunion des chambres à proposer une mesure tendant à réformer cette partie de notre constitution et surtout a composer la branche populaire de notre législature de manière qu'elle représente toujours réellement le peuple du pays et qu'elle soit hors des atteintes de la corruption, de la violence et des séductions du pouvoir.

Comme cette question de la Réforme Electorale et Parlementaire a été depuis quelque temps le sujet d'une longue discussion dans les journaux français du pays, il importe aujourd'hui de la résumer et chacun doit dire clairement ce qu'il veut. L'opinion publique connait tous les details de la question et ne saurait être égarée par de longues et spécieuses argumentations, des appels aux passions ou au préjugés. Pour nous, voici comment nous voulons la réforme électorale et parlementaire.

L'expérience et surtout celle des quatre dernières années nous a appris que sous la constitution telle qu'elle existe aujourd'hui, l'abus des influences gouvernementales peut donner à un pouvoir malhonnête trop d'autorité sur la Chambre d'Assemblée et quelquefois étouffer la voix de la majorité du pays à l'aide d'une majorité factice qui réellement n'est pas l'expression de la volonté populaire. Pour remédier à ce danger, nous croyons qu'il faut augmenter la représentation. Nous sommes loin de vouloir dépenser inutilement les revenus de la Province ; au contraire nous sommes d'avis qu'il faut réduire les dépenses publiques. Mais nous croyons que lorsqu'il s'agit de placer nos droits et nos libertés à l'abri de tout danger, on ne doit pas regarder à quelques dépenses. Le pays y gagnera car une chambre bien composée et indépendante veillera bien mieux à la bonne administration de nos affaires et à l'économie dans les dépenses publiques. Un accroissement de représentation doit nécessairement donner un surcroit de forces au parti libéral.

Nous voulons la réforme électorale basée sur la population respective de chaque Province, en conservant l'équilibre qui existe actuellement entre le Haut et le Bas-Canada, c'est-à-dire, un nombre égal de représentants pour les deux sections du pays. La raison pour laquelle nous ne voulons pas troubler et déranger cet équilibre est celle-ci : Parce que la population du Haut-Canada augmentant plus rapidement que celle du Bas-Canada, nous serions avant cinq ans sur un pied d'infériorité dans la chambre et parce qu'en attendant cela encore nous n'avons rien à gagner par le changement. Nous croyons donc que ceux qui, connaissant cela comme nous, persistent à vouloir la représentation assise sur la population respective des deux provinces, ne sont pas les vrais amis du Bas-Canada et veulent son abaissement.

Nous disons que, selon nous, la représentation devrait être augmentée. Nous croyons qu'elle devrait l'être, en donnant par exemple 75 membres au Haut-Canada et 75 au Bas-Canada. La chambre serait ainsi composée de 150 membres, et on ne la verrait plus comme elle fut sous la précédente administration, à la merci d'un membre ou deux, prêts à se vendre au plus offrant. Nous n'avons pas besoin de dire que dans la nouvelle division des collèges électoraux les bourgs-pourris doivent disparaitre. Ces bourgs-pourris seraient fondus dans les grands comtés et ceux-ci seraient divisés afin de former de nouveaux comtés. Les grands comtés du Bas-Canada, remarquait avec raison notre confrère du *Journal de Québec*, sont en totalité ou en très grande majorité, Canadiens-Français ; ces comtés divisés tandis que d'autres ne le seront pas ou seront heureusement modifiés par les annexions, donneront un surcroit de force représentative à la nationalité canadienne-française, qu'elle n'a pas actuellement et qui lui manquerait sous le régime de la justice absolue. Enfin les grands comtés du Haut-Canada sont pour la plupart libéraux ; ce seraient aussi ces comtés qui dans la province supérieure, acquerraient par la réforme que nous voulons, un accroissement de représentation et donneraient dans la chambre, un surcroit proportionnel de force au parti libéral.

Après la réforme electorale et parlementaire il s'en présente plusieurs autres que réclame instamment l'opinion publique. La réforme postale est une des plus urgentes. Pour la première fois nous avons à régler cette partie du service public, et nous espérons que le ministère ne tardera pas à y attirer l'attention de la chambre. Les taux actuels de postage sont absurdes, exorbitans, et un grand obstacle au progrès. Le département de la Poste est aussi à la connaissance de tout le monde, très mal administré. Il y a là des employés expéditionnaires qui ne connaissent pas la moitié des localités du pays. Le contrôle provincial, sans doute, détruira ces abus. Quant à la réduction des taux de postage, nous sommes d'opinion que cette réduction doit-être faite d'après celles nouvellement introduites en Angleterre, en France et aux Etats-Unis. En Canada, SIX OU HUIT SOUS par lettre d'un bout à l'autre du pays suffiraient. Les communications et correspondances doubleraient, tripleraient bientôt, enfin ce système de postage à bon marche produirait bientôt un revenu suffisant et les plus heureux fruits.

L'éducation, la judicature, les municipalités occuperont sans doute aussi l'attention de la Chambre, à la prochaine session. Nous en parlerons dans un prochain article.

Le *Canadien* a beaucoup d'imagination, beaucoup pour s'imaginer avoir raison quand on lui a prouvé qu'il a tort, se croire victorieux, quand il est battu. On lui fait voir qu'il s'est trompé, qu'il n'a pas compris le mémoire de l'Exécutif, qu'il a fait une sortie maladroite à propos des lois de navigation et du commerce de bois de Québec et malgré cela il persiste a vouloir nous donner le ridicule de sa brioche.

Notre confrère nous demande naïvement pourquoi nous lui reprochons d'avoir soulevé cette discussion ? La raison ne vous a pas frappé encore vous qui avez tant d'imagination. Eh ! bien, c'est parce que cette discussion est parfaitement inutile, qu'elle prouve seulement que vous avez un sentiment hostile et peu loyal envers le ministère libéral que vous attaquez à la moindre occasion, non pas pour l'éclairer, mais lui nuire. Vous avez beaucoup d'imagination, c'est fâcheux que vous n'ayes pas autant de bonne foi et d'honnêteté.

Nos lecteurs verront par les annonces que l'exhibition annuelle de la Société d'Horticulture a lieu mercredi prochain, dans la magnifique propriété de M. J. TORRANCE, rue St-Antoine. On nous informe que les preparatifs se pournuivent activement et qu'on n'épargnera ni travail ni dépense pour que cette exhibition fasse honneurs à la Société et à la ville de Montréal. Nous espérons que tous ceux qui possèdent des plantes, des fleurs ou des fruits ne manqueront pas d'en envoyer, et quand même ils n'obtiendraient pas de prix, ils auront la satisfaction de penser qu'ils ont contribué au succes et à l'intérêt de cette excellente entreprise.

Il paraît que les dames ont décidé de venir en aide aux fonds de la société en ouvrant un bazar floral. Une des tentes sera en conséquence consacrée à la vente des plantes, des fleurs et des fruits et c'est dans ce but aussi qu'on sollicite de la part de ceux qui en ont, des envoyés.

L'excellente musique du 19e Régiment sera sur les lieux. L'exhibition est placée sous le patronage de son Excellence le Gouverneur-Général qui a montré tout l'intérêt qu'il porte à la société en lui faisant remettre une généreuse contribution.

Nous lisons dans les *Mélanges Religieux* du 5 :

MGR. HENNI.—Le *Freeman's Journal* nous annonce que Mgr. Henni, qui est actuellement à Rome, va venir sous peu en Amérique. Il amènera avec lui 50 pères jésuites et 90 étudiants. S. G. se propose de fonder deux établissements de Jésuites dans son florissant diocèse, l'un à Green Bay, l'autre à Mineral Point vers le Mississipi. Plusieurs des étudiants ont déjà fini leurs études, et recevront probablement les ordres sacrés peu après leur arrivée.

TRAPPISTES.—Le même journal nous apprend que deux trappistes de Nantes (France) sont arrivés aux Etats-Unis, où ils viennent d'acheter 1200 acres de terre près de Barnstown dans le Kentucky. Ils vont s'y établir avec 80 membres de leur communauté qui sont en route pour l'Amérique.

NOUVELLES DE L'OREGON.—Mgr. Demers de l'Orégon est arrivé à Montréal, où il vient s'occuper des intérêts des missions de son diocese, solliciter des prêtres et des secours de toute espèce. S. G. vient de recevoir une lettre datée de Wallamette, le 2 avril. On l'informe que les cayouses vont cesser de faire la guerre. Les missions du diocèse de Walla-Walla vont être rétablies de suite. Les métis catholiques de Wallamette, qui ont grandement contribué à la victoire, tiennent dit-on fortement à cette mesure.

Vol considérable.—Des voleurs sont entrés vendredi dernier dans le magasin de bijoux de M. Dwight, rue Notre-Dame et ont enlevé des objets au montant de £223 14 8. On n'a pu encore découvrir leurs traces.

Débentures Provinciales.—Montant émis durant la semaine écoulée, £5,977 10. Total émis, £73,442 10. Rentré pour dettes publiques £18,917 10s. En circulation, £54,525.

Journal d'Agriculture.—La livraison française pour Septembre, de cette publication sous est parvenue. Elle est remplie de sujets utiles et intéressants. Il ne devrait pas y avoir une maison en Canada sans ce journal. Si s'était le cas, le pays serait riche et prospère.

Le nommé Jones qui avait obtenu un sursis de huit jours, à la demande d'un grand nombre de citoyens, pour permettre une enquête médicale sur l'état normal de ce malheureux, a été visité par les Drs. Badgley et Frazer qui ont constaté qu'il était attaqué d'un dérangement ou maladie de cerveau, lorsqu'il tira sur le caporal Fitzgerald. Nous avons lieu de croire qu'après un semblable témoignage il sera en liberté.

FAUX MONNAYEURS.—Nous regrettons d'apprendre que ces misérables arrêtés il a quelques semaines dans les Townships ont tous été acquittés devant la cour de Sherbrooke faute de preuves suffisantes.

Le Répertoire National.—Nous avons reçu les 11e et 12e livraisons de cet ouvrage qui complètent le 1er volume. Ces deux livraisons renferment comme les précédentes de fort jolis morceaux de prose et de poésie choisis avec discernement et bon goût.

Dioramas de Winter.—Comme on peut voir par l'annonce, M. Winter a introduit deux nouveaux tableaux dans son Diorama. *Les Funérailles de Napoléon et la Destruction de Babylone*, sont d'admirables sujets de peinture. Tout le monde doit aller les voir.

Deux goëlettes américaines ont obtenu du gouvernement la permission de passer par le St.-Laurent pour se rendre aux lacs de l'intérieur.

Une jeune fille de Sherbrooke, qui s'était égarée dans les bois et que ses parents avaient crue morte, est revenue à la maison paternelle après avoir erré pendant 21 jours dans la forêt, se nourissant de fruits sauvages et de racines. Elle était très faible, comme on peut l'imaginer, mais n'avait jamais perdu courage.

UNE GRANDE RUINE.—Le premier-Londres, le *leading* article du *Times*, sous la date du 13 août, est consacré... devinez à quoi ? Ce n'est pas à la question italienne, ce n'est pas à la question d'Irlande, ce n'est à aucune des questions qui ont eu jusqu'ici, soit au dehors, soit au dedans, le privilége d'émouvoir le cœur ou l'esprit du peuple anglais. Le *Times* pleure sur une grande ruine !

Unes des plus anciennes colonnes de l'aristocratie britanique vient de tomber misérablement. Un duc et pair, le descendant d'une famille qui a marché l'egale des dynasties, Sa Grace le duc de Buckingham et de Chandos, est à l'heure qu'il est aussi dépenaillé que Tragaldabas. Le manoir de ses ancêtres, ces immenses domaines, ces palais où des rois, des reines, des personnages illustres ont reçu une si splendide hospitalité, ces trésors de l'art moderne qu'une magnificence plus que royale y avait depuis longtemps entassés, tout est mis en vente, à la requête des usuriers ! Stowe, la noble résidence Stowe, est envahie par une foule d'enchérisseurs avides, qui viennent là pour dépecer le cadavre de cette grandeur déchue.

Et quelle proie ! "Dans la salle à manger d'honneur, dit le *Times*, s'étalent plus de 60,000 onces de vaisselle plate. Une immense table est chargée de vases, de candelabres, de groupes, de gobelets, d'urnes, tous objets du métal le plus riche, aux formes les plus variées, dus au talent des plus habiles artistes." Parmi toutes ces pièces brillent les nombreux cadeaux faits à la famille par les personnages les plus haut placés. Ici, ce sont les plus rares et les plus précieux manuscrits ; là les tableaux de la plus grande valeur. Un de ces tableaux semble avoir été peint pour résumer l'histoire de la puissante maison de Buckingham. Il représente Ezéchias montrant tous ses trésors à un ambassadeur de Babylone. Un prophète lui dit : " Le jour est venu où tout ce qui est dans la maison, tout ce que les pères y ont accumulé de richesse, sera emporté à Babylone !" Tout, en effet, tout va être emporté à Babylone. Il ne restera rien de cette opulence séculaire. Les gens de loi vont en partager les dépouilles à la foule. Le duc actuel de Buckingham, par ses folies, a infligé ce déshonneur à l'aristocratie britannique. C'est sur ces folies, sur les conséquences qu'elles ont eues, que le *Times* pousse trois longues colonnes de gémissements. Il faut que l'événement fasse grande sensation à Londres et dans toute l'Angleterre pour que ce journal s'en occupe avec tant d'apparat.

COLONISATION.—Nous voyons par le *Journal de Québec*, que quarante-quatre terres sont déjà prises et que 12 colons ont commencé des travaux de défrichement dans les townships de l'Est. 26 personnes des townships d'Halifax, 2 du Lac St. François et 1 de St. Hyacinthe sont actuellement employées pour l'ouverture des Chemins.

Nous avons lieu d'espérer que cette sage colonisation va prospérer et que le courage des premiers colons engagera les autres à suivre leurs traces.

Pour assurer d'avantage le succès, le Comité de Colonisation de Québec, devrait, selon nous, aider autant qu'il serait en son pouvoir, les premiers colons qui se dévouent si courageusement à la colonisation des terres, afin que leur exemple soit pour d'autres un sujet d'encouragement pour s'y établir.

—Le révérend M. Boucher, curé de St. Ambroise, est dit-on sur le point de partir, avec des jeunes gens de sa paroisse, pour le Saguenay, afin de choisir le sol convenable pour y établir sa jeune colonie. Le clergé catholique, si avide de bienfaisance et de bonnes actions, continue de prendre une glorieuse initiative dans la noble et louable entreprise de la colonisation.

—*Ami de la Religion et de la Patrie.*

MEXIQUE.—Les journaux de Vera-Cruz du 17 août, reçus par voie de la Nouvelle-Orléans confirment les symptômes d'amélioration que nous avons signalés dernièrement. Les élémens de désordre disparaissent de jour en jour, et grâce à l'administration du président Herrera, la régularité prend partout la place de l'anarchie. Paredes est allé, dit-on, chercher un refuge parmi les indiens de la Sierra Gorda, qu'il cherche en vain à soulever. De son côté le général Aasys écrit de Matatlan qu'il est en mesure d'étouffer l'insurrection survenue dans cette ville.

Les journaux de Mexico signalent une mer-